

MEURTRE DE NAHEL, ÉMEUTES URBAINES, DESTRUCTION D'ÉQUIPEMENTS PUBLICS : LES RESPONSABLES SONT AU GOUVERNEMENT !

Une fois de plus, les agents territoriaux se retrouvent en première ligne. Nous leur apportons tout notre soutien et notre solidarité.

La Fédération CGT des Services publics s'inscrit dans le communiqué confédéral de la CGT publié le 28 juin et adresse toutes ses condoléances à la famille et aux proches de Nahel, tué par le tir à bout portant d'un policier. Oui il s'agit d'un drame et il ne doit être ni minimisé, ni banalisé. Il s'agit d'une expression particulièrement violente d'une situation sociale et d'une violence d'Etat qui ne cesse de s'aggraver depuis des années. La situation actuelle est le produit direct d'une dérive sécuritaire de l'Etat, du tout répressif, de la stigmatisation d'une partie de la jeunesse. Cela conduit à un sentiment d'impunité de certains éléments des forces de l'ordre et ne fait que renforcer la mauvaise image de la police et l'audience nauséabonde de l'extrême droite, que nous déplorons.

Dans l'immédiat, la justice doit s'exprimer, sans équivoque, et des mesures d'urgence doivent être prises pour qu'un tel drame ne se reproduise plus.

Depuis mercredi, nous voyons une explosion de colère dans nos « quartiers ». Des bâtiments publics ont brûlé, des équipements ont été détruits, des véhicules notamment de pompiers et de polices municipales incendiés... Mais la destruction de services publics et de mairies ne font qu'aggraver les difficultés de vie des habitants et dégrader les conditions de travail des personnels. Par sa politique antisociale, par son refus d'entendre les mobilisations pacifiques, le gouvernement Macron porte une responsabilité écrasante dans cette situation.

Cette colère, cette révolte viennent de loin. Les professionnels, les territoriaux qui interviennent dans les « quartiers » alertent depuis des années sur une situation sociale potentiellement explosive.

Nous le constatons, les politiques de répression, de stigmatisation augmentent au fur et à mesure que les services publics régressent, voire ferment.

La spirale destructrice, enclenchée il y a déjà trop longtemps, doit être stoppée !

Notre Fédération CGT et les agents des services publics n'ont eu de cesse, depuis des années, de dénoncer le recul des services publics, dont les conséquences désastreuses conduisent à des replis, à de l'isolement social, à un éloignement des usagers des centres de décision et des prestations auxquelles ils ont droit... prestations par ailleurs en diminution constante.

Le gouvernement, de son côté, n'a fait que renforcer la répression dans les zones dites sensibles au détriment de la prévention, de la formation professionnelle, de l'accès aux soins, de l'accès aux équipements publics... Il y en a assez de panser les plaies causées par les politiques libérales et antisociales des gouvernements successifs !

Les moyens mis dans la répression doivent être utilisés pour la prévention, la formation, car un maillage territorial des services publics qui réponde aux besoins de la population sera toujours la meilleure des préventions.

Nous l'affirmons, l'urgence c'est la reconquête des services publics, avec des dotations pérennes à la hauteur des besoins qui sont immenses, permettant des recrutements statutaires en nombre et des augmentations salariales.

La Fédération CGT des Services publics salue l'action des fonctionnaires et agents publics, notamment territoriaux, qui sont actuellement en première ligne et démontrent au quotidien le caractère indispensable des services publics.

Le 04 juillet 2023